

Working Group IX

Working document 21

Groupe de travail IX « Simplification »

Les membres trouveront ci-joint un avant-projet de rapport final du Groupe de travail IX « Simplification ».

INTRODUCTION

Les travaux du groupe de travail sont partis d'un constat: il n'y a rien de plus compliqué que la simplification. En effet, la simplification des instruments et des procédures de l'Union poursuivie par la Convention est une opération dont les répercussions sont considérables et qui est directement en rapport avec le niveau de démocratie de nos institutions.

Le système de l'Union tel que nous le connaissons est peu « lisible », peu compréhensible pour les citoyens. Or, la possibilité de critiquer le système est un des facteurs clés de démocratie. Il faut que les citoyens puissent comprendre le système pour en identifier les problèmes, le critiquer, et en fin de compte le contrôler.

Simplifier signifie donc en premier lieu « rendre lisible » mais aussi apporter la garantie que des actes dotés de la même force juridico-politique aient le même fondement en termes de légitimité démocratique. Si la légitimité démocratique de l'Union est fondée sur les États et sur les peuples, un acte à caractère législatif doit toujours venir des organes qui représentent les États et les peuples, à savoir le Conseil et le Parlement. Il faut donc revoir les procédures pour garantir qu'elles respectent ce principe simple: des actes qui ont la même nature et le même effet juridique doivent être produits suivant la même procédure démocratique.

Cela nous amène directement à une plus claire hiérarchie des normes, conséquence d'une meilleure séparation des pouvoirs. Et cela, non dans le but de rendre hommage à Montesquieu, mais en raison d'un souci de démocratie.

Traduire de tels principes dans des propositions concrètes a été la tâche ardue du groupe qui, avant d'entamer la discussion de ses recommandations à la Convention, a entendu des experts connaissant de façon approfondie la pratique communautaire des instruments et des procédures.¹

Le rapport du groupe aborde séparément la simplification des instruments, y inclus la hiérarchie des normes, et la simplification des procédures législatives et budgétaires.

Le rapport présente des recommandations qui ont fait l'objet d'un consensus au sein du groupe. Un bref résumé des autres propositions entendues figure en annexe II.

¹ Une liste des experts entendus par le groupe figure en annexe I

Lors des débats du groupe, un certain nombre de questions qui n'étaient pas couvertes par son mandat ont été abordées. En annexe III figurent celles que le groupe a estimé nécessaire de transmettre à la plénière de la Convention.

Partie I

SIMPLIFICATION ET HIÉRARCHISATION DES ACTES DE L'UNION

I. LA SIMPLIFICATION DES ACTES DE L'UNION

A) La simplification du nombre d'instruments de l'Union

L'Union compte à l'heure actuelle 15 instruments juridiques différents. Certains de ces instruments, bien que portant des noms différents, ont des effets similaires. Le groupe estime que le nombre des instruments juridiques dont disposent les institutions de l'Union doit être significativement réduit dans le but de renforcer les fondements démocratiques de l'ordre juridique de l'Union grâce à une meilleure lisibilité du système. Toutefois, une telle réduction ne doit pas mettre en cause leur flexibilité et leur efficacité. Cela ne doit pas non plus empêcher l'introduction de spécifications particulières quant à l'usage de tel ou tel instrument dans un domaine déterminé. C'est ainsi que le groupe propose de limiter les instruments de l'Union aux suivants :

1. Instruments obligatoires

a) Le règlement (que l'on propose d'appeler « loi » à l'avenir)

Il s'agirait d'un acte de portée générale, obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre. Sa définition correspondrait à celle qui existe actuellement dans l'article 249 du TCE.

b) La directive (que l'on propose d'appeler « loi-cadre » à l'avenir)

La directive serait définie comme un acte qui lie les Etats membres quant au résultat à atteindre tout en laissant aux instances nationales la compétence quant à la forme et aux moyens. Sa définition

correspondrait à celle de la directive visée à l'article 249 du traité.

c) La décision

La décision serait un acte obligatoire dans tous ses éléments. Elle pourrait désigner des destinataires ou pas. Lorsqu'elle aurait des destinataires, elle serait obligatoire pour ceux-ci. La définition de la décision serait en conséquence plus large que celle actuellement prévue dans l'article 249 du traité, qui prévoit que la décision a toujours des destinataires.

La différence entre le règlement (« loi » à l'avenir) et la décision serait que cette dernière pourrait ne pas avoir de portée générale ou bien ne pas être directement applicable dans tout Etat membre, selon les cas. Le législateur disposerait d'un instrument très flexible pouvant se révéler très utile notamment dans le domaine de la PESC.

2. Les instruments non obligatoires

d) La recommandation : elle serait définie comme un acte qui ne lie pas (la même définition que celle visée à l'article 249 du TCE).

e) L'avis : serait aussi défini comme un acte qui ne lie pas (pas de changement donc par rapport à l'article 249 actuel).

Le groupe suggère que la première partie du traité constitutionnel contienne un article qui énumère et définisse ces cinq types d'instruments de l'Union.

B) Le champ d'application des instruments juridiques de l'Union

Le groupe suggère d'appliquer la nouvelle typologie d'instruments définie sous A) tant aux domaines couverts actuellement par le traité CE qu'au domaine couvert actuellement par le titre VI du traité sur l'Union européenne (coopération judiciaire et policière en matière pénale). C'est ainsi que les « décisions cadres » prévues dans le titre VI deviendraient des « directives » (« loi-cadre »).

La seule différence entre les deux types d'actes est actuellement que les premières n'ont pas d'effet direct. C'est le groupe de travail X qui est appelé à examiner la question de savoir si ce type d'actes adopté dans le domaine du titre VI doit avoir effet direct. Néanmoins, le groupe considère qu'il est

possible de prévoir dans le nouveau traité la spécificité de ne pas avoir d'effet direct pour les directives (« lois-cadre ») adoptées dans le domaine de la coopération judiciaire et policière en matière pénale si cela devait être le cas.

En ce qui concerne les conventions conclues du titre VI du TUE (art. 34 (2) (d)) de même que celles visées à l'article 293 du TCE, elles seraient supprimées et remplacées par un des instruments visés sous A), des règlements (« lois ») dans la plupart des cas. Plusieurs raisons plaident pour une telle suppression : l'instrument de la convention a été rarement utilisé après l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam, la plupart des conventions ne sont jamais entrées en vigueur, et dans la grande partie des cas elles ont été remplacées par des règlements.

Pour ce qui est du titre V du traité sur l'Union européenne, tous les membres du groupe sont d'accord sur la nécessité de maintenir les spécificités des instruments dans ce domaine. Toutefois, tandis qu'une partie des membres est en faveur de maintenir une dénomination spécifique pour les instruments dans ce domaine (à savoir, les « stratégies communes », les « actions communes » et les « positions communes »), notamment pour ce qui est des « actions communes », une autre partie des membres du groupe pourraient accepter de remplacer ces trois instruments par celui de la « décision » tel que définie ci-dessus sous A), à condition que l'on précise davantage son contenu pour ce qui est du domaine de la PESC. Ils suggèrent aussi que, afin de maintenir le mécanisme actuel selon lequel le Conseil adopte à la majorité qualifiée les « actions communes » et « positions communes » qui mettent en œuvre une « stratégie commune », ainsi que toute « décision » mettant en œuvre une « action commune » ou une « position commune » (art. 23 §2 du TUE), il soit prévu dans le traité que les décisions de mise en œuvre d'une « décision » adoptée par le Conseil Européen ou par le Conseil dans le domaine couvert par le titre V du traité, sont adoptées par le Conseil à la majorité qualifiée.

C) Le changement de dénomination

Le groupe suggère de changer la dénomination des deux instruments législatifs par excellence, à savoir, remplacer les « règlements » par des « lois » et les « directives » par des « lois-cadre ». Au cas où la suggestion du groupe pour introduire une hiérarchie de normes serait retenue (voir ci-dessous point 2), la dénomination « règlement » pourrait être réservée pour l'adoption

d'actes « délégués¹ » et des actes d'exécution.

D) Les actes atypiques

S'agissant d'actes utilisés par les Institutions mais non prévus par le traité et dépourvus en principe de valeur juridique obligatoire (Résolutions, Conclusions, Déclarations, etc.), le groupe a considéré qu'une simplification de tels actes devait être faite avec prudence afin de sauvegarder la flexibilité nécessaire dans l'utilisation de tels actes.

Le groupe suggère d'introduire dans le traité la règle selon laquelle le législateur (Parlement/Conseil) s'abstient d'adopter des actes atypiques dans un sujet lorsqu'il est saisi de propositions ou d'initiatives législatives sur ce même sujet. En effet, l'utilisation des actes atypiques dans les domaines législatifs peut donner l'impression erronée que l'Union légifère par l'adoption des instruments atypiques.

E) Harmonisation et uniformisation dans la rédaction des articles du traité attribuant des pouvoirs d'action aux institutions

Le groupe suggère d'uniformiser et de clarifier sur le plan linguistique les bases juridiques prévues dans le traité, par exemple, en évitant d'utiliser le même terme avec différentes significations, en utilisant uniquement le mot « mesure » lorsqu'on veut laisser aux Institutions le choix de l'instrument à adopter, en supprimant les utilisations génériques des mots « décision » ou « directive ». Le groupe recommande à la Convention de décider que des adaptations techniques nécessaires dans les bases juridiques du traité soient effectuées afin d'uniformiser et clarifier du point de vue linguistique la terminologie utilisée. Toutefois le groupe considère que ce travail d'uniformisation et de clarification doit être fait avec prudence, au cas par cas, et sans affecter l'équilibre institutionnel qui résultera des choix politiques effectués par la Convention.

F) La méthode ouverte de coordination

Le groupe recommande de définir dans le traité les règles pour avoir recours à la méthode ouverte

¹ Les effets du règlement pourraient être différents selon qu'il est adopté sur base d'une « loi » ou d'une « loi cadre ».

de coordination¹. Cela ne doit pas entraîner de changements dans les compétences respectives de l'Union et des Etats membres.

Le groupe suggère de prévoir dans le traité que l'instrument de la « recommandation » soit celui utilisé lorsqu'on veut avoir recours à la méthode ouverte de coordination. Une telle recommandation devrait préciser clairement ce qui doit être mis en œuvre par les Etats membres et ce qui doit être mis en œuvre par les Institutions conformément aux règles du traité.

II. LA HIÉRARCHIE DES ACTES DE L'UNION

Compte tenu des particularités du système institutionnel de l'Union, il est difficile de procéder à une délimitation claire et nette, à l'instar de ce qui existe dans les systèmes nationaux, entre ce qui relève du législatif et ce qui relève de l'exécutif. Le groupe a considéré qu'il est toutefois possible d'établir une délimitation plus claire par rapport à la situation actuelle, fondée sur les principes énoncés dans la partie introductive du présent document.

Le groupe propose de rendre plus claire la hiérarchie des normes communautaires adoptées sur la base du Traité en délimitant dans la mesure du possible ce qui relève du législatif et en ajoutant une nouvelle catégorie de normes: les actes délégués.

En effet, l'excès de détail de la législation communautaire a été souvent critiqué au sein de la Convention. Cet excès de détail des actes a été considéré peu approprié, en particulier dans certains domaines économiques où la capacité d'adaptation à un environnement changeant est très important. Le législateur communautaire se trouve ainsi confronté à un double besoin, celui de produire une législation assurée d'une légitimité démocratique incontestable que seules les procédures législatives garantissent et celui de répondre de façon rapide et efficace aux défis et exigences de la réalité et donc de conserver une certaine souplesse.

À l'heure actuelle il n'existe pas de mécanisme qui permette au législateur de déléguer les aspects ou les précisions techniques de la législation tout en se réservant le contrôle d'une telle délégation.

¹ Il faut rappeler que la méthode ouverte de coordination concerne l'action concertée des Etats membres en dehors des compétences attribuées à l'Union par les traités. Il ne faut pas la confondre avec les compétences de coordination conférées à l'Union par diverses bases juridiques notamment en matière économique et d'emploi.

Dans la présente situation le législateur est obligé soit d'aller jusqu'au moindre détail dans les dispositions qu'il adopte, soit de conférer à la Commission les aspects plus techniques ou détaillés de la législation comme s'il s'agissait de mesures d'exécution soumises au contrôle des États membres selon les dispositions de l'article 202 TCE.

Pour remédier à cette situation, le groupe propose un nouveau type d'acte « délégué/subordonné » qui, accompagné des mécanismes de contrôle forts, pourrait encourager le législateur à se limiter aux éléments essentiels de l'acte et à déléguer les aspects plus techniques à l'exécutif, dans la mesure où il aura la garantie de pouvoir récupérer en quelque sorte son pouvoir de légiférer.

C'est ainsi que le groupe propose de considérer trois niveaux pour ce qui est de l'adoption des actes dans le cadre de l'Union européenne :

- 1) Actes législatifs: il s'agit d'actes adoptés sur la base du traité et qui contiennent les éléments essentiels dans un certain domaine.
- 2) Actes « délégués/subordonnés »: il s'agit d'actes qui complètent ou développent dans le détail un certain acte législatif ou qui adaptent certains éléments de l'acte législatif lui-même, toujours dans le cadre d'une habilitation défini par celui-ci.
- 3) Actes d'exécution: il s'agit d'actes d'application ou de mise en œuvre des actes législatifs ou des actes « délégués/subordonnés ».

C'est l'acte législatif - et par conséquent le législateur - qui déciderait au cas par cas si et dans quelle mesure il est nécessaire de recourir à des actes « délégués/subordonnés » et/ou à des actes d'exécution et quelle en serait la portée.

A) Actes législatifs

- a) Définition : les actes législatifs sont adoptés directement sur base du traité et contiennent les éléments essentiels et les choix politiques fondamentaux dans un certain domaine, la portée d'un tel concept est à déterminer au cas par cas par le législateur.

Par conséquent, il appartient au législateur de déterminer jusqu'à quel degré de détail un acte législatif doit aller dans un domaine déterminé et si et dans quelle mesure certains éléments du dit acte doivent faire l'objet de délégation par le biais d'actes « délégués/subordonnés ».

- b) Procédure d'adoption: la codécision doit être la règle générale pour l'adoption des « actes législatifs ». Une fois ce principe inscrit dans la première partie du traité constitutionnel, il conviendrait de revoir en conséquence les bases juridiques de la deuxième partie, bien entendu des exceptions pourront être prévues.
- c) Type d'actes : « lois », « lois-cadre » et « décisions de nouveau type »¹.

B) Actes « délégués/subordonnés ».

- a) Définition: les actes législatifs peuvent prévoir de déléguer à la Commission le pouvoir d'adopter des actes délégués. La délégation peut aller de la réglementation des éléments techniques ou détaillés qui complètent ou développent un acte législatif, jusqu'à l'adaptation ultérieure de certains éléments de l'acte législatif même.

C'est l'acte législatif lui-même - et donc le législateur - qui détermine s'il faut avoir recours ou non à un acte délégué qui fixe le contenu et la portée de l'habilitation, et qui établit les mécanismes de contrôle à disposition du législateur.

- b) Mécanismes de contrôle: à travers les actes délégués, le législateur délègue un pouvoir qui lui est propre. Par conséquent il doit être sûr de pouvoir en contrôler l'usage. Par conséquent, des mécanismes de contrôle efficaces doivent être mis à disposition du législateur par le traité. À titre d'exemple ces mécanismes pourraient consister à :
 - droit d'évocation (call back): qui consisterait à pouvoir récupérer le pouvoir de légiférer dans la matière dans le cas où l'habilitation serait outrepassée (ultra vires) ou même dans le cas où le législateur n'approuve pas les dispositions prévues par l'acte délégué ;
 - approbation du législateur: l'acte délégué doit faire l'objet de l'approbation expresse du législateur avant son entrée en vigueur ;

¹ Voir plus haut: point I.A)1.c)

- clause de suspension (sunset clause): les dispositions de l'acte délégué auraient une durée limitée; une fois ce délai dépassé, l'habilitation devrait être renouvelée par le législateur ;
- délai de silence: les dispositions entreraient en vigueur si, après un certain délai, le législateur n'exprime pas d'objections.

c) Procédure d'adoption : par la Commission [*Option*: en règle générale et dans des cas exceptionnels par le Conseil à la majorité qualifiée¹].

d) Type d'actes : règlements délégués².

C) Actes d'exécution

a) Définition : il s'agit des actes de mise en œuvre des actes législatifs ou des actes « délégués ou subordonnés ».

b) Procédure : actuellement le principe de base du traité est que l'adoption des actes de mise en œuvre appartient aux Etats Membres (article 10 du TCE). Lorsqu'une mise en œuvre par l'Union est nécessaire, conformément au principe de subsidiarité, la procédure doit rester celle prévue à l'article 202 du TCE : adoption par la Commission (la règle), avec ou sans un mécanisme de contrôle de la part des Etats membres (comitologie) ou par le Conseil (l'exception).

Toutefois, si la création de la nouvelle catégorie d'actes délégués était décidée, il serait envisageable d'alléger certaines procédures de comitologie. Cela dit, il faut signaler que leur modification éventuelle ne relève pas directement du traité mais du droit dérivé, concrètement de la décision sur les modalités d'exercice des compétences d'exécution conférées à la Commission, adoptée sur base de l'article 202 du TCE. Par conséquent cette question dépasse le mandat du groupe de travail³.

c) Type d'actes : règlement d'exécution ou décision d'exécution.

*

¹ Notamment dans le domaine de la PESC

² Le règlement pourrait être adopté sur base d'une « loi », d'une « loi-cadre » ou d'une décision.

³ L'article 202 soulève la question de l'exercice des fonctions exécutives au niveau de l'Union, question qui excède du mandat du groupe et qui devra être abordé par la Convention dans le cadre du débat sur les institutions.

Enfin, le groupe attire l'attention sur le fait que dans certains cas les Institutions adoptent directement sur la base du Traité des actes qui ne sont pas des actes législatifs. Il s'agit notamment des mesures d'organisation interne, nominations, décisions individuelles en matière de concurrence etc.

Le groupe suggère que les actes adoptés à ce titre par les Institutions reçoivent la forme de décision ou de règlement interne.

Partie II

SIMPLIFICATION DES PROCÉDURES

A) Introduction

Le groupe a constaté que le nombre élevé des procédures différentes figurant dans le traité (une trentaine) s'expliquait par la variété des consultations de divers organes ou institutions (Comité économique et social, Comité des Régions, BCE, etc.), ainsi que par les deux modalités principales de vote au Conseil (unanimité ou majorité qualifiée). Si l'on fait abstraction de ces éléments et que l'on prend en considération uniquement les rôles respectifs du Parlement européen et du Conseil, les procédures de décision se ramènent pour l'essentiel à cinq, à savoir la codécision, la coopération, l'avis simple et l'avis conforme du Parlement ainsi que la prise de décision par le Conseil seul. Ces cinq procédures ont servi de base aux réflexions du groupe.

Le groupe recommande que les procédures de prise de décision soient énumérées dans la première partie du traité constitutionnel, tandis que la description de leur fonctionnement figure dans la seconde partie.

B) Procédure de codécision (article 251 du TCE) :

Le groupe de travail considère que la codécision fonctionne en général bien. Toutefois, le groupe

estime que certaines améliorations sont possibles et par conséquent il recommande:

a) Généralisation du vote à la majorité qualifiée au Conseil à tous les cas où la procédure de codécision est de mise

Mis à part quatre cas (trois après l'entrée en vigueur du traité de Nice¹), le Conseil statue à la majorité qualifiée au cours de la procédure de codécision. Le groupe convient que la logique de la procédure de codécision requiert un vote à la majorité qualifiée au Conseil dans tous les cas. Dès lors, les cas exceptionnels où le Conseil statue encore à l'unanimité devraient être corrigés.²

b) Rendre la composition du Comité de conciliation plus flexible

La composition du Comité de conciliation est actuellement fixée par le traité (article 251, § 4) : il réunit « les membres du Conseil ou leurs représentants et autant de représentants du Parlement européen ». Dans une Union élargie, le Comité de conciliation passera de 30 à 50 membres.

Le groupe propose de donner la possibilité de rendre la composition du comité de conciliation plus flexible. Le traité doit permettre au Conseil et au Parlement de décider du nombre de leurs représentants au comité, toujours dans le respect du principe de parité entre les deux institutions.

c) Modifications linguistiques

Dès lors que la procédure dite de « codécision » se présente comme la procédure législative principale, il est suggéré d'en retenir cette dénomination dans le traité constitutionnel : [option 1: procédure législative] [option 2: procédure législative en codécision] [Option 3: procédure de codécision]. Cette dénomination pourrait aussi se substituer aux références dans le traité à l'article 251.

¹ Dès l'entrée en vigueur du traité de Nice, la procédure de codécision visée à l'article 18, § 2 du TCE fera l'objet d'un vote à la majorité qualifiée au Conseil (dispositions visant à faciliter l'exercice du droit des citoyens de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres).

² Il s'agit de :

- mesures de sécurité sociale pour les travailleurs migrants communautaires (article 42) ;
- la coordination des dispositions législatives, réglementaires ou administratives des Etats membres concernant l'accès aux activités non salariées et à l'exercice de celles-ci, et de la coordination des principes législatifs existants du régime des professions en ce qui concerne la formation et les conditions d'accès des personnes physiques (article 47) ;
- actions d'encouragement dans le domaine de la culture (article 151).

Par ailleurs, certaines formulations dans le traité donnent l'impression de ne pas mettre le Parlement européen et le Conseil sur un même pied. Il en va ainsi pour toutes les dispositions indiquant que c'est le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, qui arrête l'acte en question. L'article 251 lui-même, en décrivant la procédure, laisse entendre que c'est le Conseil qui arrête les actes.

Le groupe recommande de procéder à une adaptation linguistique de l'article 251 et des différentes bases juridiques qui font appel à la codécision pour tenir compte de la parité entre le Parlement et le Conseil en tant que législateurs dans le cadre de cette procédure.¹

C) Procédure de coopération (article 252 du TCE)

Un large consensus a émergé, tant des débats en sessions plénières qu'au sein du groupe de travail, pour supprimer la procédure de coopération et pour la remplacer soit par la procédure de codécision, soit par la procédure de consultation (avis simple du Parlement européen). La procédure de coopération subsiste à l'heure actuelle dans quatre cas, toujours dans le domaine de l'Union économique et monétaire.

Le groupe suggère de passer ces quatre bases juridiques à la procédure de consultation (avis simple) en raison de son caractère éminemment technique :

- pour arrêter les modalités du système de surveillance multilatérale visé à l'article 99, §§ 3 et 4 du TCE dans le cadre de la coordination des politiques économiques (article 99, § 5);
- pour préciser les définitions en vue de l'application du principe d'interdiction d'un accès privilégié des autorités publiques communautaires et nationales aux institutions financières (article 102, § 2);
- pour préciser les définitions en vue de l'application du principe d'interdiction aux banques

¹ D'autres suggestions d'améliorations de la procédure de codécision ont été avancées, comme l'établissement de délais contraignants lors de la première lecture, ou encore une référence dans les traités aux rencontres informelles entre les institutions (« trilogues »). Ces suggestions n'ont pas trouvé de soutien suffisant. La première lecture de la procédure de codécision constitue une phase essentielle pour le rapprochement des positions. Etablir des délais pourrait faire échouer de façon prématurée de nombreuses procédures. En ce qui concerne les « trilogues » institutionnels, leur efficacité repose sur la flexibilité et leur caractère informel. Il ne convient donc pas de les formaliser dans le traité.

centrales d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux autorités publiques communautaires et nationales, ainsi que du principe d'interdiction pour la Communauté et ses Etats membres de répondre ou prendre à sa charge des engagements contractés par ces autorités publiques (article 103, §2);

- pour arrêter les mesures destinées à harmoniser les valeurs unitaires et les spécifications techniques des pièces de monnaie (article 106, §2).

D) Procédure d'avis conforme

Le traité requiert l'avis conforme du Parlement Européen dans certains cas¹.

Le groupe de travail propose que la procédure d'avis conforme soit réservée à la ratification de certains accords internationaux ². En tenant compte de leur grande signification politique, le groupe recommande de passer à la procédure de codécision avec vote à la majorité qualifiée au Conseil pour les autres cas qui sont actuellement soumis à la procédure d'avis conforme, à savoir :

- règlements des Fonds structurels et du Fonds de cohésion. (article 161) ;
- modification de certains articles du protocole sur les statuts du SEBC et de la BCE (article 107, §5) ;
- attribution de missions spécifiques à la BCE concernant le contrôle prudentiel des établissements de crédit et autres établissements financiers (article 105, §6).

En ce qui concerne la procédure électorale uniforme du Parlement européen, le groupe prend note qu'il s'agit d'une procédure spéciale qui fait appel aussi à la ratification des parlements nationaux (article 190, § 4) ³.

E) Avis simple

¹ Le Parlement donne son avis conforme, selon la règle générale, statuant à la majorité absolue des suffrages exprimés (article 198 du TCE). Une seule exception à cette règle est prévue: la décision sur la procédure électorale uniforme qui requiert la majorité des membres du Parlement

² Tel est déjà le cas actuellement pour certains accords internationaux, à savoir les accords d'association, les accords qui créent un cadre institutionnel spécifique, les accords ayant des implications budgétaires notables, et les accords impliquant une modification d'un acte adopté selon la procédure de codécision (article 300, § 3, alinéa 2 du TCE).

³ L'article 190, § 4 actuel du TCE prévoit, outre la procédure d'avis conforme, que le Conseil doit recommander l'adoption par les États membres des dispositions relatives à la procédure électorale, « conformément à leurs règles constitutionnelles respectives ».

Les bases juridiques qui prévoient comme procédure d'adoption l'avis simple du Parlement devront être également revues à la lumière du principe général énoncé sous II A. b).

F) Procédure budgétaire :

Dans son examen des questions liées à la simplification de la procédure budgétaire, le groupe a constaté que la pratique a rendu caduques les articles du traité CE consacrés à la procédure budgétaire. Il a également pris note du fait que la distinction entre dépenses obligatoires et non obligatoires, qui est une des causes principales de la complexité de la procédure budgétaire, ne reflète plus une réelle différence de nature. Enfin, le groupe a constaté que les accords interinstitutionnels sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire y inclus les perspectives financières ont garanti depuis 1989 la paix et la stabilité budgétaires dans l'Union.

En tenant compte de ces constatations, le groupe recommande:

A. Qu'un article séparé consacre de façon claire dans la partie constitutionnelle du traité¹ les principes qui régissent les dispositions budgétaires notamment le principe d'équilibre entre recettes et dépenses (3^e alinéa de l'article 268 du TCE), le principe d'unité du budget (1^{er} alinéa de l'article 268 du TCE), le principe de discipline budgétaire (article 270), le principe de suffisance de moyens (article 6 § 4 du TUE), le principe d'annualité du budget (article 271 du TCE) et le principe d'adoption préalable d'un acte de base (tel qu'énoncé dans le paragraphe 5 ci-après).

B. De simplifier et actualiser la procédure budgétaire à partir des principes suivants:

1. L'autorité budgétaire doit rester double: Parlement européen et Conseil. Le Conseil doit avoir le dernier mot en ce qui concerne les recettes et le Parlement européen en ce qui concerne les dépenses. La procédure annuelle serait encadrée par les perspectives financières dotées de force juridique par le Traité.
2. La distinction de procédure entre les dépenses obligatoires et non obligatoires devrait être abolie, étant entendu que le concept de dépense juridiquement contraignante doit logiquement

¹ Voir les articles 38, 39 et 40 de l'avant projet de traité constitutionnel.

être maintenu.

3. La procédure budgétaire annuelle pourrait consister en une procédure de codécision simplifiée sur base du schéma suivant :

- Initiative de la Commission qui présente un avant-projet de budget, première lecture du Parlement européen qui adopte un projet de budget, position du Conseil qui propose des amendements au projet de budget et deuxième lecture du Parlement européen qui arrête définitivement le budget.
- Des réunions de conciliation devraient être prévues entre la première lecture du Parlement et l'adoption de la position du Conseil et entre celle-ci et la deuxième lecture du Parlement. Les règles concernant le Comité de Conciliation seraient d'application.
- Les majorités devraient être celles prévues actuellement pour les dépenses non obligatoires: majorité des membres du PE pour la première lecture, majorité qualifiée du Conseil pour adopter sa position. Si le Conseil ne propose pas d'amendements dans un certain délai, le budget est réputé adopté; si le Parlement accepte tous les amendements proposés par le Conseil, le budget pourrait être arrêté à la majorité des suffrages. Par contre, il faudrait une majorité des membres et trois cinquièmes des suffrages exprimés au Parlement pour modifier ou rejeter les amendements du Conseil.¹
- Le calendrier consolidé par la pratique des institutions devrait être inscrit dans le traité.

4. Il faudrait inclure dans le traité une nouvelle base juridique pour y inscrire un mécanisme de programmation financière à moyen terme qui reprendrait les caractéristiques générales des accords sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire y inclus les perspectives financières, selon les modalités suivantes:

- Le mécanisme de programmation serait adopté à initiative de la Commission par les deux branches de l'autorité budgétaire selon la procédure de [option 1: codécision]

¹ L'issue de la procédure de codécision dépend de l'obtention d'un accord entre le Parlement et le Conseil. À la différence des procédures législatives, la procédure budgétaire a besoin d'une issue certaine. Cette proposition garantit la certitude qu'une décision sera prise à la fin de la procédure en attribuant au Parlement le dernier mot (ce qui est déjà le cas aujourd'hui pour les dépenses non obligatoires). Le jeu des majorités devrait pouvoir garantir l'équilibre institutionnel.

Si la l'option de donner au Parlement le dernier devait être rejeté et que la procédure devait se clôturer par un accord entre les deux branches de l'autorité budgétaire, il serait nécessaire de prévoir des remèdes provisoires à un éventuel échec de la procédure: par exemple, à travers le système des douzièmes provisoires réaménagé ou par l'application de la proposition de la Commission.

[option 2 : unanimité au Conseil avec avis conforme du Parlement européen (il s'agit de la procédure actuelle dans la pratique)] .

- Le mécanisme de programmation comporterait un plafond global de ressources et des plafonds annuels de dépenses par rubrique. Une procédure pourrait être prévue pour sauvegarder un marge de souplesse.
- Il devrait constituer un encadrement contraignant pour le budget annuel.

5. Le traité devrait également régler de manière plus complète la question des liens entre la législation et la procédure budgétaire. Aux dispositions de l'article 270 devrait s'ajouter la disposition consacrée par l'accord interinstitutionnel de 1998, selon laquelle l'inscription des crédits au budget pour toute action communautaire requiert l'adoption préalable d'un acte de base, entendu comme un acte de droit dérivé qui donne un fondement juridique à l'action communautaire et à l'exécution de la dépense correspondante inscrite au budget. Il pourrait adopter la forme d'une « loi », une « loi-cadre », une « décision » ou un « règlement ».

Audition d'experts

Codécision - L'expérience des institutions (réunion tenue le 2 octobre 2002)

- M. Dimitrakopoulos, vice-président du Parlement européen, chargé de la conciliation
- M. Jacqué, directeur de l'Unité « Codécision au Conseil »

Procédure budgétaire: comment la simplifier? (réunion tenue le 2 octobre 2002)

- M Wynn, président de la Commission des budgets du Parlement européen
- M Romero-Requena, directeur général « Budget » à la Commission

Les instruments: Comment les simplifier? (réunion tenue le 17 octobre 2002)

- M. Michel PETITE, directeur général du Service juridique de la Commission;
- M. Koenraad LENAERTS, juge au Tribunal de première instance;
- M. Jean-Claude PIRIS, jurisconsulte et directeur général du Service juridique du Conseil.
